

L'Amérique Latine s'émancipe des USA

par Benito Perez

26 février 2010

Exit l'Organisation des Etats américains (OEA) ? La « rencontre de l'unité », déroulée ironiquement à Cancun au Mexique, a en tout cas marqué la volonté des chefs d'Etat et de gouvernement d'Amérique latine et des Caraïbes de prendre d'avantage d'autonomie vis-à-vis du grand frère étasunien, siège de l'OEA et poids lourd en son sein.



par Benito Perez, Le Courrier, 25 février 2010

Réunis mardi en sommet, 32 Etats ont donc donné naissance à la Communauté d'Etats latino-américains et caribéens (CELAC). Autre clin d'œil de l'histoire, c'est à Felipe Calderón, ex-grand allié de George W. Bush, qu'est revenu l'honneur de présenter la nouvelle organisation.

L'objectif officiel n'est bien sûr pas de se passer de Washington et d'Ottawa, mais bien de « stimuler en priorité l'intégration régionale (...), de faire valoir les projets de la région dans les rendez-vous internationaux et de renforcer (notre) position face aux événements mondiaux d'importance », a déclaré M. Calderón.

Ce dernier lisait la déclaration finale de ce sommet qui a réuni 24 chefs d'Etat ou de gouvernement. L'exécutif du Honduras, non reconnu par une dizaine d'Etats latino-américains, n'était pas invité. Cette nouvelle initiative « *est d'importance historique* », a déclaré le Cubain Raul Castro. Pour son pays longtemps mis au ban de la communauté continentale sous la pression des Etats-Unis, la réunion avait un goût de revanche. Mais le président est demeuré sobre : « *Cuba considère que les conditions sont remplies pour avancer rapidement vers la constitution d'une organisation régionale purement latino-américaine et caraïbe* », a-t-il simplement ajouté.

Plus offensif, le Bolivien Evo Morales a célébré la « *défaite de l'empire* » face à l'unité latino-américaine. Le président vénézuélien Hugo Chavez, chef de file de la gauche latino-américaine, a renchéri en affirmant qu'il s'agissait de « *se défaire définitivement de la domination des Etats-Unis sur le continent* ».

Reste que parmi les Etats fondateurs du CELAC, les Nord-Américains ne manquent pas de fidèles alliés, tels que le Colombien Alvaro Uribe ou le Péruvien Alan García.

Soucieux d'unité, le Brésilien Lula a décliné la proposition de présider la future institution, afin de ne pas lui donner un profil trop politique. Quant à M. Calderón, très proche de Washington - malgré un actuel léger froid - il a tenu à préciser que la CELC « *ne doit représenter un motif de préoccupation pour personne* ».

Dès l'ouverture du sommet, le président mexicain avait souligné qu'un tel bloc régional devait simplement garantir « *la participation effective de la région à l'économie et aux décisions mondiales* ». Soit défendre les intérêts continentaux sans l'interférence du géant étasunien.

Publication originale [Le Courrier](#)